

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

LOI N° 2022/014 DU 17 A JUL 2022

RELATIVE A LA PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE AU
CAMEROUN

***Le Parlement a délibéré et adopté, le
Président de la République promulgue
la loi dont la teneur suit :***

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er}.- La présente loi est relative à la procréation médicalement assistée au Cameroun.

ARTICLE 2.- (1) La procréation médicalement assistée est un ensemble de pratiques cliniques et biologiques permettant d'induire une grossesse en dehors de l'union naturelle de l'homme et de la femme, en particulier l'insémination artificielle, la fécondation in vitro, le transfert de gamètes et d'embryons, la conservation des gamètes, des tissus germinaux et des embryons.

(2) Elle est destinée :

- aux couples, dont la difficulté ou l'incapacité à concevoir présente un caractère pathologique médicalement diagnostiqué ;
- aux couples souffrant d'une maladie congénitale grave susceptible d'être transmise à l'enfant ;
- à toute personne désireuse de faire recueillir et conserver ses gamètes ou tissus germinaux en vue de la réalisation ultérieure d'une procréation médicalement assistée, soit volontairement, soit en raison d'une prise en charge médicale susceptible d'altérer sa fertilité.

ARTICLE 3.- Au sens de la présente loi et de ses textes d'application, les définitions ci-après sont admises :

« **Blastocyste** » : stade du développement de l'embryon caractérisé par la formation au centre du groupement de cellules embryonnaires d'une cavité isolée du milieu extérieur ;

« **Cellules souches embryonnaires** » : cellules souches pluripotentes retrouvées dans un embryon durant le stade blastocyste. Elles ont la particularité de pouvoir se différencier en n'importe quel tissu de l'organisme ;

« **Couple** » : homme et femme mariés ou non ;

« **Cryoconservation** » : technique de congélation et de conservation des gamètes, embryons et tissus dans l'azote liquide à moins de 196° ;

« **Embryon** » : organisme humain jusqu'au cinquante-sixième jour de développement après la fécondation ou toute cellule dérivée d'un tel organisme et destinée à la création d'un être humain ;

« **Embryon surnuméraire** » : embryon conçu dans le cadre de la procréation médicalement assistée mais non transféré dans l'utérus de la femme ;

« **Fécondation *in vitro*** » : technique de procréation médicalement assistée consistant en l'obtention d'embryons issus de la mise en contact d'ovocytes prélevés par ponction des follicules ovariens et de spermatozoïdes en vue de leur transfert dans l'utérus ;

« **Fœtus** » : organisme humain à compter du cinquante-septième jour de développement, suivant la fécondation ou la création jusqu'à la naissance ;

« **Gamètes** » : cellules reproductrices sexuées, différenciées en gamètes femelle (ovule) et mâle (spermatozoïde) ;

« **Gestation pour autrui** » : statut dans lequel une femme appelée mère porteuse, accepte de porter et de mettre au monde un enfant à la demande d'un couple ;

« **Hypofertilité** » : difficulté à concevoir se traduisant par un allongement du délai de conception ;

« **Infertilité** » : incapacité de concevoir ;

« **Hybride** » : ovule humain fertilisé par un spermatozoïde d'une autre forme de vie ou ovule d'une autre forme de vie fertilisé par un spermatozoïde humain ;

« **Insémination artificielle** » : technique qui consiste à placer dans l'utérus, des spermatozoïdes sélectionnés du conjoint, ou d'un donneur anonyme ;

« **Ovocyte** » : cellule reproductrice féminine ;

« **Prélèvement ovocytaire** » : acte médical au cours duquel des ovules matures sont prélevées des ovaires après une stimulation ovarienne ;

« **Projet parental** » : volonté pour un couple d'avoir un enfant ;

« **Spermatozoïde** » : cellule reproductrice masculine ;

« **Stimulation ovarienne** » : ensemble des techniques médicales consistant à provoquer la maturation des ovocytes par l'administration des hormones ;

« **Tissu germinale** » : tissu producteur de cellules reproductrices ;

« **Transfert d'embryons** » : dépôt d'embryons dans la cavité utérine.

CHAPITRE II **DES PRINCIPES DIRECTEURS**

ARTICLE 4.- La procréation médicalement assistée s'effectue dans le respect de la dignité humaine, de l'éthique et de la déontologie, de la personnalité et de la famille.

ARTICLE 5.- Le couple porteur du projet parental bénéficie d'une information préalable claire, détaillée et complète portant notamment sur les risques entraînés par la mise en œuvre de la procréation médicalement assistée pour l'enfant à naître et la mère.

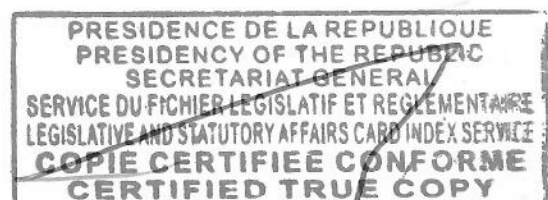
ARTICLE 6.- La procréation médicalement assistée est subordonnée au consentement libre, éclairé, préalable et écrit du couple concerné.

ARTICLE 7.- La procréation médicalement assistée doit être justifiée et ne pas impliquer des risques incontrôlables pour la santé et la sécurité de la mère et de l'enfant.

ARTICLE 8.- Les dons de gamètes et d'embryons, ainsi que le transfert d'embryons sont volontaires, anonymes et gratuits.

ARTICLE 9.- Toute personne impliquée dans un processus de procréation médicalement assistée est tenue à l'obligation de réserve et de confidentialité.

ARTICLE 10.- La consignation et la conservation des données liées à la pratique d'une méthode de procréation médicalement assistée sont obligatoires.



CHAPITRE III

DES PERSONNES BENEFICIAIRES DE

LA PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE

ARTICLE 11.- (1) L'homme et la femme demandeurs d'une procréation médicalement assistée, doivent être vivants et âgés d'au moins vingt et un (21) ans. Pour la femme, l'âge limite de recours à la procréation médicalement assistée est fixé à cinquante-cinq (55) ans.

(2) Les demandeurs d'une procréation médicalement assistée sont astreints à un bilan de santé comprenant les examens appropriés définis par voie réglementaire. Ils doivent consentir préalablement par écrit aux différentes pratiques relatives à la procréation médicalement assistée.

(3) L'homme et la femme demandeurs d'une procréation médicalement assistée doivent être unis par les liens du mariage. S'ils ne sont pas mariés, leur communauté de vie doit être attestée par un rapport d'enquête sociale dont les modalités sont précisées par voie réglementaire.

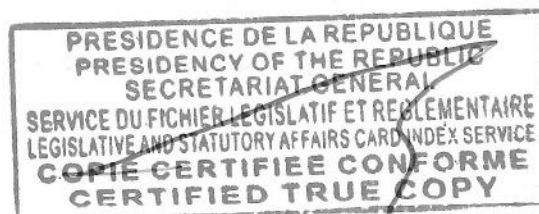
ARTICLE 12.- Font obstacle à l'insémination ou au transfert des embryons :

- le décès d'un des membres du couple ;
- le dépôt d'une requête en divorce ou en séparation de corps ou la cessation de la communauté de vie, constatée par un rapport d'enquête sociale et notifié par l'un des auteurs du projet parental au centre de procréation médicalement assistée;
- la révocation, par écrit, du consentement par l'homme ou la femme auprès du médecin chargé de mettre en œuvre la procréation médicalement assistée.

CHAPITRE IV

DES CENTRES DE PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE

ARTICLE 13.- Les activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée ne peuvent être pratiquées que dans des établissements de santé dédiés et suivant les modalités définies par voie réglementaire.



ARTICLE 14.- Les établissements hospitaliers privés ne peuvent exercer des activités de procréation médicalement assistée qu'après obtention d'un agrément du Ministre chargé de la santé, suivant les conditions fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 15.- (1) Sans préjudice des missions de l'instance nationale chargée des questions de bioéthique, chaque établissement hospitalier pratiquant la procréation médicalement assistée doit se doter d'un comité d'éthique institutionnel et indépendant.

(2) Les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités d'éthique institutionnels et indépendants sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 16.-(1) Les actes cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée s'effectuent sous la responsabilité d'un praticien habilité à cet effet.

(2) Les modalités de l'habilitation sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 17.- (1) Sont seuls habilités à exercer des activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée au Cameroun, les gynécologues-obstétriciens, les médecins biologistes, les urologues, les pharmaciens-biologistes, diplômés en assistance médicale à la procréation et inscrits au tableau de l'Ordre National des Médecins du Cameroun ou de l'Ordre National des Pharmaciens du Cameroun et justifiant d'une expérience d'au moins deux (02) ans dans un établissement agréé en matière de procréation médicalement assistée.

(2) La liste des praticiens exerçant les activités cliniques et biologiques de procréation médicalement assistée au Cameroun est arrêtée par un texte du Ministre chargé de la santé publique.

CHAPITRE V **DES RAPPORTS ENTRE LES PERSONNES BENEFICIAIRES** **ET LE CENTRE DE PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE**

ARTICLE 18.- Le centre de procréation médicalement assistée organise des entretiens particuliers des demandeurs avec les membres de l'équipe médicale pluridisciplinaire du centre d'assistance médicale à la procréation consulté, à laquelle est dûment associé le travailleur social, en vue de permettre aux porteurs du projet parental de disposer d'informations pertinentes et d'interagir avec le personnel médical.

ARTICLE 19.- Avant toute démarche médicale relative à la procréation médicalement assistée, notamment toute implantation d'embryons, toute affectation d'embryons surnuméraires ou toute insémination, les porteurs du projet parental et le centre d'assistance médicale à la procréation consulté établissent une convention.

ARTICLE 20.- (1) Préalablement à la conclusion de toute convention avec les porteurs d'un projet parental, le centre de procréation médicalement assistée consulté :

- vérifie, pour les cas où cela est indiqué, que les causes de stérilité, d'infertilité ou d'hypofertilité du couple, la difficulté ou de l'incapacité à concevoir des demandeurs ont été déterminées et traitées antérieurement et sans succès, conformément aux données acquises de la science et aux usages de la profession ;
- vérifie, pour les cas où cela est indiqué, que des maladies congénitales des demandeurs ont été antérieurement diagnostiquées et traitées sans succès, conformément aux données acquises de la science et aux usages de la profession ;
- fournit une information loyale préalable aux porteurs du projet parental sur le diagnostic génétique préimplantatoire ;
- fournit aux parties intéressées, un soutien psychologique et un accompagnement psychosocial avant et au cours du processus de procréation médicalement assistée.

(2) Le centre doit également informer les porteurs du projet parental sur la pratique médicale employée, ses chances de réussite, ses effets secondaires, ses risques à court et à long terme, ainsi que la pénibilité et les contraintes que l'exercice peut engendrer.

ARTICLE 21.- (1) La convention visée à l'article 19 ci-dessus est signée des deux (02) porteurs du projet parental et du centre de procréation médicalement assistée. Elle mentionne notamment:

- les informations relatives à l'identité, l'âge et l'adresse des porteurs du projet parental, ainsi que les coordonnées du centre consulté;
- l'affectation des embryons surnuméraires cryoconservés en cas de séparation, de divorce, d'incapacité permanente de décision d'un des porteurs d'un projet parental ou de divergence d'opinion entre lesdits porteurs du projet parental ;



- l'affectation des embryons surnuméraires en cas de décès d'un des porteurs du projet parental ;
- l'affectation des embryons surnuméraires à l'échéance de leur délai de conservation, tel que prévu par la présente loi.

(2) La convention visée à l'alinéa 1 ci-dessus est signée en trois (03) exemplaires. Un exemplaire est conservé au centre de procréation médicalement assistée et les autres exemplaires sont remis à chacun des membres du couple, porteur du projet parental.

ARTICLE 22.- La procréation médicalement assistée ne peut être mise en œuvre par un médecin lorsque les demandeurs ne remplissent pas les conditions prévues par la présente loi ou lorsque le médecin, après concertation au sein de l'équipe pluridisciplinaire, estime qu'un délai de réflexion supplémentaire est nécessaire aux demandeurs dans l'intérêt de l'enfant à naître.

ARTICLE 23.- Le couple qui, pour procréer, recourt à une assistance médicale nécessitant l'intervention d'un tiers donneur, doit au préalable fournir son consentement écrit au centre de procréation médicalement assistée.

ARTICLE 24.- (1) Sans préjudice du principe du respect de la vie privée, le centre de procréation médicalement assistée est autorisé à consulter les informations relatives :

- aux deux (02) géniteurs d'embryons surnuméraires, susceptibles de revêtir une importance pour le développement sain de l'enfant à naître ;
- aux caractéristiques physiques des deux (02) géniteurs d'embryons surnuméraires.

(2) Les informations visées à l'alinéa 1 ci-dessus, peuvent être communiquées au médecin traitant de la mère ou de l'enfant conçu par l'insémination de gamètes, pour autant que leur santé le requiert.



CHAPITRE VI

DU MATERIEL REPRODUCTIF HUMAIN

ARTICLE 25.- Les activités de recueil, traitement, conservation et dons de gamètes ne peuvent être pratiquées que dans les établissements publics de santé dédiés ou les établissements privés agréés.

ARTICLE 26.- (1) La procréation médicalement assistée s'effectue avec du matériel reproductif prélevé sur le couple porteur du projet parental.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, la procréation médicalement assistée avec tiers donneur peut être mise en œuvre :

- lorsqu'il existe un risque de transmission d'une maladie d'une particulière gravité à l'enfant ou à un membre du couple ;
- lorsque le matériel reproductif prélevé sur le couple ne peut induire une grossesse.

ARTICLE 27.- En vue de la réalisation ultérieure d'une procréation médicalement assistée, toute personne peut bénéficier du recueil et de la conservation de ses gamètes ou du tissu germinale avec son consentement, lorsqu'une prise en charge médicale est susceptible d'altérer sa fertilité ou lorsque celle-ci risque d'être prématurément altérée.

ARTICLE 28.- Le bénéfice d'un don de gamètes ne peut en aucune manière être subordonné à la désignation, par les bénéficiaires, d'une personne ayant volontairement accepté de procéder à un tel don.

ARTICLE 29.- Tout don de gamètes ou d'embryons est soumis à la conclusion d'une convention entre le centre de procréation médicalement assistée consulté et la personne effectuant le don.

ARTICLE 30.- La donneuse d'ovocytes doit être particulièrement informée des conditions de la stimulation ovarienne et du prélèvement ovocytaire, des risques et des contraintes liées à cette technique, lors des entretiens avec l'équipe médicale pluridisciplinaire. Elle est informée des conditions légales du don, notamment du principe d'anonymat et du principe de gratuité.

ARTICLE 31.- Le recueil des gamètes d'une personne âgée de moins de vingt et un (21) ans ne peut être effectué que dans le cas prévu à

l'article 27 ci-dessus, et après assentiment du mineur et autorisation écrite de son représentant légal.

ARTICLE 32.- Le recours aux gamètes d'un même donneur n'est plus autorisé lorsque l'emploi de ceux-ci a abouti à la naissance de deux (02) enfants.

ARTICLE 33.- (1) Le délai de conservation des gamètes affectés à un programme de don de gamètes est fixé par le centre de procréation médicalement assistée consulté.

(2) Les gamètes d'une personne, non affectés à un programme de don de gamètes, ne peuvent être conservés qu'avec son consentement écrit et pendant une période maximum de cinq (05) ans.

(3) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus, un délai plus long peut être convenu avec les personnes qui donnent leurs gamètes à conserver pour assurer leur propre descendance avant un traitement médical ou l'exercice d'une activité qui peut les rendre stériles ou endommager leur patrimoine héréditaire.

(4) Dans les cas visés aux alinéas 1 et 3 ci-dessus, le délai de conservation des gamètes surnuméraires en vue de la réalisation d'un projet parental ou d'un projet parental ultérieur ne doit pas excéder dix (10) ans, à compter du jour de la cryoconservation.

ARTICLE 34.- (1) L'importation et l'exportation des gamètes, des embryons et des tissus germinaux ne peuvent se faire que pour le compte exclusif de couples ayant entamé un projet parental, et qui désirent le poursuivre au Cameroun ou à l'étranger.

(2) L'importation et l'exportation des gamètes, des embryons et des tissus germinaux sont subordonnées à l'autorisation du Ministre chargé de la santé, donnée après avis conforme de l'Organe en charge de l'Ethique.

(3) Seul un établissement hospitalier, un organisme ou un laboratoire titulaire d'un agrément pour exercer une activité biologique de procréation médicalement assistée peut obtenir l'autorisation prévue à l'alinéa 2 ci-dessus.

(4) Seuls les gamètes et les tissus germinaux recueillis et destinés à être utilisés conformément aux normes de qualité et de

sécurité prévues par la législation en vigueur, peuvent faire l'objet d'une autorisation d'importation ou d'exportation.

(5) Seuls les embryons conçus avec les gamètes de l'un au moins des membres d'un couple, et dans le respect des principes éthiques peuvent entrer sur le territoire camerounais.

ARTICLE 35.- Un texte particulier précise, en tant que de besoin, les conditions et les modalités de recours à l'importation et à l'exportation visées à l'article 34 ci-dessus.

CHAPITRE VII

DES EFFETS DE LA PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE SUR LA FILIATION

ARTICLE 36.- Aucun lien de parenté, au sens de la législation en vigueur, ne doit exister entre les donneurs dont proviennent les gamètes, d'une part, et entre les donneurs et les receveurs, d'autre part.

ARTICLE 37.- La filiation est établie d'office à l'égard de chaque membre du couple porteur du projet parental, que ceux-ci soient mariés ou non.

ARTICLE 38.- Les porteurs du projet parental ne peuvent contester leur lien de filiation avec l'enfant issu de la procréation médicalement assistée.

ARTICLE 39.- Lorsqu'un enfant a été conçu au moyen d'un don de gamètes par un tiers donneur, celui-ci ne peut exercer aucune action en reconnaissance de paternité à l'égard de cet enfant.

CHAPITRE VIII

DES INTERDICTIONS

ARTICLE 40.- La conception ou l'utilisation des embryons et des gamètes humains à des fins commerciales ou industrielles est interdite.

ARTICLE 41.- Il est interdit :

- d'utiliser du matériel reproductif humain dans le but de créer un embryon sans le consentement écrit du donneur, fourni conformément à la législation en vigueur ;

- d'utiliser un embryon *in vitro* sans le consentement écrit du couple, fourni conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 42.- Il est interdit :

- de transplanter dans un être humain, une autre forme de vie ou un dispositif artificiel ;
- de créer un embryon à partir de tout ou partie d'une cellule prélevée sur un embryon ou un fœtus ou de transplanter cet embryon dans un être humain ;
- d'accomplir, dans l'intention de créer un être humain, un acte ou de fournir, de prescrire ou d'administrer une substance dans le but d'obtenir ou d'augmenter les chances d'obtenir un embryon d'un sexe déterminé ou pour identifier le sexe d'un embryon *in vitro*, à l'exclusion de la prévention, du diagnostic ou du traitement des maladies ou des anomalies liées au sexe ;
- de modifier le génome d'une cellule d'un être humain ou d'un embryon *in vitro* de manière à rendre la modification transmissible aux descendants ;
- de transplanter l'ovule, le spermatozoïde, l'embryon ou le fœtus d'une autre forme de vie dans un être humain ;
- d'utiliser, dans l'intention de créer un être humain, du matériel reproductif humain ou un embryon *in vitro* qui est ou a été transplanté dans un individu d'une autre forme de vie ;
- de créer un hybride en vue de la reproduction ou transplanter un hybride dans un être humain ou dans un individu d'une autre forme de vie.

ARTICLE 43.- Il est interdit :

- d'acheter ou d'offrir d'acheter un embryon *in vitro* ou de faire de la publicité pour un tel achat ;
- de vendre ou d'offrir de vendre un embryon *in vitro* ou de faire de la publicité pour une telle vente ;
- d'acheter ou d'offrir d'acheter des cellules humaines ou des gènes humains à un donneur ou à une personne agissant en son nom, ou de faire de la publicité pour un tel achat, avec l'intention de les utiliser pour la création d'un être humain ou de les rendre disponibles à cette fin.



ARTICLE 44.- (1) L'insémination simultanée de gamètes provenant de donneurs différents est interdite.

(2) Le transfert simultané d'embryons provenant de différents donneurs d'embryons est interdit.

ARTICLE 45.- (1) La production d'un embryon, à la suite d'une stimulation ovarienne, dans un but autre que celui d'induire une grossesse est interdite.

(2) Est également interdite la conservation d'un ovule fécondé dans un autre but que celui d'induire une grossesse.

(3) L'utilisation de gamètes génétiquement modifiées en vue de l'obtention d'embryons est interdite.

(4) Les dispositions de l'alinéa 3 ci-dessus sont inapplicables lorsque la modification du patrimoine héréditaire est un effet inévitable de la chimiothérapie, de la radiothérapie ou de tout autre traitement médical auquel la personne concernée est soumise.

ARTICLE 46.- Toute insémination par sperme frais provenant d'un don sans examen préalable et tout mélange de spermatozoïdes sont interdits.

ARTICLE 47.- Les embryons sur lesquels une recherche a été conduite ne peuvent être transférés à des fins de gestation.

ARTICLE 48.- La gestation pour autrui est interdite.

ARTICLE 49.- Il est interdit d'effectuer une publication, de mener une publicité ou de divulguer des faits ou informations de nature à nuire à l'honneur et à la dignité des enfants issus d'une procréation médicalement assistée.

CHAPITRE IX **DES SANCTIONS**

SECTION I **DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

ARTICLE 50.- (1) En cas de violation des dispositions de la présente loi, le Ministre chargé de la santé publique peut prononcer :

- la suspension pour une durée allant d'un (01) an à trois (03) ans, de tout exercice des activités de procréation médicalement assistée ;
- le retrait de l'agrément à la suite de deux (02) suspensions.

(2) Le Ministre chargé de la santé publique peut en outre, ordonner la confiscation du matériel ayant servi à la violation d'une des interdictions prévues par la présente loi.

SECTION II DES SANCTIONS PENALES

ARTICLE 51.- Est puni d'un emprisonnement de trois (03) mois à trois (03) ans et d'une amende de deux cent mille (200.000) à deux millions (2.000.000) de francs CFA, celui qui, impliqué dans un processus de procréation médicalement assistée, révèle, sans l'autorisation de celui à qui il appartient, un fait confidentiel.

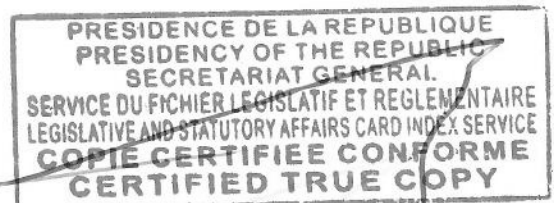
ARTICLE 52.- Est puni d'un emprisonnement de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de deux millions (2.000.000) à vingt millions (20.000.000) de francs CFA, celui qui conçoit ou utilise des embryons et des gamètes humains à des fins commerciales ou industrielles.

ARTICLE 53.- Est puni des peines prévues à l'article 52 ci-dessus, celui qui :

- utilise du matériel reproductif humain dans le but de créer un embryon sans le consentement écrit du donneur, fourni conformément à la législation en vigueur ;
- utilise un embryon *in vitro* sans le consentement écrit du couple, fourni conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 54.- Est puni d'un emprisonnement de dix (10) à vingt (20) ans, celui qui :

- procède à l'insémination simultanée de gamètes provenant de donneurs différents ;
- procède au transfert simultané d'embryons provenant de différents donneurs d'embryons ;
- procède à du mélange de spermes.



ARTICLE 55.- Est puni des peines prévues à l'article 52 ci-dessus, celui qui :

- produit un embryon, à la suite d'une stimulation ovarienne, dans un but autre que celui d'induire une grossesse ;
- conserve un ovule fécondé dans un autre but que celui d'induire une grossesse.

ARTICLE 56.- Est puni d'un emprisonnement de cinq (05) à dix (10) ans, celui qui utilise des gamètes génétiquement modifiées pour l'obtention d'embryons à l'exclusion du cas prévu à l'article 45(4) de la présente loi.

ARTICLE 57.- Est puni d'un emprisonnement de trois (03) à dix (10) ans, celui qui procède à toute insémination par sperme frais provenant d'un don sans examen préalable.

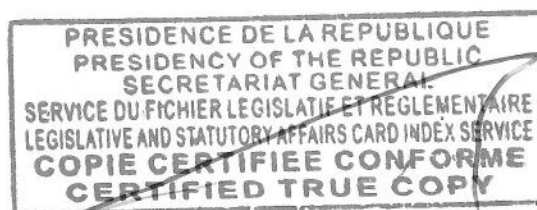
ARTICLE 58.- Est puni des peines prévues à l'article 52 ci-dessus, celui qui transfère à des fins de gestation, des embryons sur lesquels une recherche a été conduite.

ARTICLE 59.- Est puni d'un emprisonnement de six (06) mois à cinq (05) ans et d'une amende de cent mille (100.000) à un million (1.000.000) francs CFA, celui qui procède à la gestation pour autrui.

ARTICLE 60.- Tout praticien, auteur ou complice de l'une des infractions énumérées ci-dessus encourt, en outre, les peines accessoires suivantes :

- l'interdiction d'exercer toute activité médicale ou de recherche pour une durée de cinq (05) ans ;
- les déchéances prévues à l'article 30 du Code Pénal ;
- la confiscation du matériel ayant servi à commettre l'infraction.

ARTICLE 61.- Les dispositions du Code Pénal demeurent applicables pour celles des infractions non spécifiquement réprimées par la présente loi.



CHAPITRE X

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

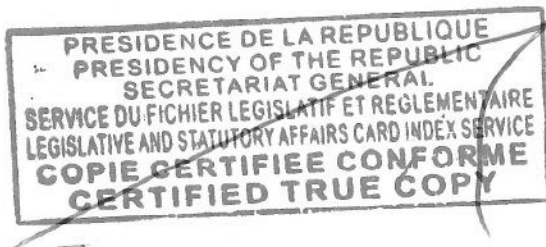
ARTICLE 62.- (1) Les gamètes existant à la date de la publication de la présente loi et ne faisant l'objet ni d'une demande parentale, ni d'une opposition à un accueil par un couple tiers, et satisfaisant aux règles de sécurité sanitaire en vigueur au cours de leur transfert, peuvent être confiés à un couple remplissant les conditions fixées par la présente loi.

(2) Si l'accueil des gamètes visées à l'alinéa 1 ci-dessus est impossible et si la durée de leur conservation est au moins égale à dix (10) ans, il est mis fin à cette conservation.

ARTICLE 63.- Les établissements publics ou privés qui exercent la procréation médicalement assistée, ainsi que leurs équipes, sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai d'un (01) an, à compter de la date de sa date de publication.

ARTICLE 64.- Des textes réglementaires précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

ARTICLE 65.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais./-



Yaoundé, le 14 JUIL 2022

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,



PAUL BIYA